



Nous n'avons pas à payer leur crise !

Partie des Etats-Unis, la crise financière s'est étendue au reste du monde.

Cette crise marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité.

Si le sort de milliards d'êtres humains n'était pas en jeu, il serait réjouissant de voir ceux qui, comme Georges Bush, Nicolas Sarkozy, Dominique Strauss-Kahn et consorts, étaient des adorateurs béats de la libre concurrence, se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat.

Mais ce changement de posture ne doit tromper personne. Car s'ils décident que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : **"socialiser les pertes et privatiser les profits"**.

Ainsi des milliers de milliards d'argent public - notre argent - sont aujourd'hui déversés sans mégoter pour sauver les banques alors qu'hier il était impossible de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

Mais ce n'est pas tout. La crise financière touche l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements et Sarkozy est bien décidé à continuer à s'attaquer aux droits sociaux des salariés, que ce soit en matière de protection sociale ou de droit du travail. L'objectif du gouvernement et du patronat est de faire payer la crise aux salariés en prônant l'unité nationale pour essayer de faire passer la pilule.

Pour nous un autre monde est possible.

Robert Rivière

C'est la débâcle sur les marchés financiers mondiaux. Mais aussi, comme dans un jeu de dominos, dans les régions, les départements et les communes.

Les collectivités locales se retrouvent piégées par la crise. Alors qu'elles se situent en première ligne pour répondre aux besoins croissants des victimes de la crise économique et sociale, elles sont prises à la gorge par un gouvernement qui poursuit la réduction drastique de ses dépenses (sauf en faveur des banques).

Détresse sociale oblige, elles doivent faire face à de plus en plus de dépenses pour accompagner l'augmentation du nombre de personnes relevant des minimas sociaux (RMI, RSA, allocation pour l'autonomie en faveur des personnes âgées et handicapées, etc.).

D'autant qu'il faut ajouter à cela, la casse des services publics de proximité.

Par un effet de cascade, c'est tout le tissu économique et social qui se retrouve exsangue. Et la population victime d'une paupérisation encore aggravée.

En ces temps de crise profonde et durable, où le chômage continue d'augmenter et le pouvoir d'achat de baisser, Monsieur le Maire, nous ne vous demandons pas de renier votre soutien à la politique ultra-libérale (il est trop tard !), mais de mettre en œuvre vos promesses électorales .

Notre petit journal a été réalisé par : Robert, Jean Michel, Danielle , Michel, Gérard, Nicole
Votre participation contribuera à la démocratie, nous vous en remercions par avance .



Edito

Le peuple que nous sommes est-il incapable de voir l'imposture Sarkozy qui, grâce à la complaisance des médias, veut nous faire croire qu'il veut et peut refonder le capitalisme. Ce ne sont pas les hommes qui sont immoraux, c'est le capitalisme qui est immoral, non pas dans le système des parachutes dorés, mais dans le transfert silencieux et massif des richesses du travail vers le capital.

Le seul acte antilibéral serait la remise en cause du traité de Lisbonne.

C'est ce texte qui fait loi dans l'Europe actuelle.

Il interdit toute harmonisation fiscale, il favorise la déréglementation du travail, il encourage la disparition des services publics.

Pour changer les choses, nous ne pouvons compter que sur l'émergence d'une véritable force de gauche.

Le P.S., dans son expression actuelle, n'est plus un parti véritablement ancré à gauche, malgré les apparences. Il n' a ni l'envie ni la volonté de contester ce néolibéralisme qui accentue les inégalités et la précarité.(Dominique Strauss-Kahn , directeur du FMI, Pascal Lamy, patron de l'OMC, Royal, partisane d'une alliance avec Bayrou en sont les illustrations vivantes)

Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez, sénateur et député l'ont bien compris et ont quitté le navire.

Il est temps que nous montrions que nous ne sommes pas dupes.

Il est temps de construire cette véritable force de gauche qui remettra en cause ce traité, qui proposera de bâtir une société solidaire, avec des services publics forts, une société tournée vers la protection de l'environnement, vers une agriculture de proximité.

A Pézenas La Plurielle, nous ne sommes ni passésistes, ni rétrogrades, ni utopistes. Un autre monde est possible, il faut le construire à partir de chez nous, dans nos villages, dans nos villes en mettant dehors tous les partisans de ce libéralisme qui nous tue.

Notre maire et son équipe en font partie. A nous, ce petit peuple que méprisaient les Rothschild, de montrer notre force et notre capacité d'agir.

Le président de « Pézenas la Plurielle », Gérard Saldana

« La grande masse du peuple, intellectuellement incapable de comprendre les formidables avantages que tire le capitalisme du système, portera son fardeau sans plainte et, peut-être, sans s'imaginer que le système est contraire à ses intérêts »

Lettre des frères ROTHSCHILD adressée à Mme Ikelhmeir Wall Street.

Cette lettre date de 1863 ; 150 ans après, ces mots qui font mal sont-ils toujours d'actualité ?



Monsieur Vogel : la majorité des piscénoises et piscénois vous a fait confiance pour un troisième mandat:

qu'attendez-vous ???

Dans votre campagne vous avez énoncé que certains dossiers étaient déjà bien ficelés et qu'il serait hasardeux de voter pour une autre équipe municipale qui remettrait tout en cause.

Lors de votre premier conseil municipal, le 24 avril 2008, vous et vos colistiers avez voté une augmentation d'impôt de 10% sur le foncier bâti et la

taxe d'habitation en évoquant, « *qu'en l'état actuel des choses et eu égard à l'ensemble des projets qui sont développés, il apparaît que l'augmentation des taxes permet d'envisager correctement les évolutions*

pour l'année à venir ; cela représentera 400 000 € de ressources supplémentaires » ; l'opposition a évidemment voté contre.

En réalité sur la feuille d'impôt l'augmentation est de 11.6%.

Vous avez aussi précisé « *qu'au cours de ce mandat la ville mettra en place une politique comprenant 6 priorités, dont 2 dès demain : l'aménagement du cours Jean Jaurès et d'un parc-auto près du pont de Montpelier dont la mise en œuvre devrait être*

présentée des 2008 », Pendant notre campagne municipale, une des priorités était d'installer la démocratie participative. M. Grenier, qui est actuellement votre 1^{er} adjoint était présent à une réunion publique sur ce thème et nous avait fait la confiance que cette démarche n'était pas pour vous déplaire.

De fait, nous sommes très déçus de votre attitude vis-à-vis de nos élus ; l'absence d'un manque de représentativité de l'opposition à la communauté d'agglomération, au S.I.C.T.O.M met la démocratie en danger, les élus sont représentatifs d'un pourcentage d'électrices et d'électeurs et il serait juste que dans les commissions consultatives nous soyons présents en fonction de notre dynamisme, nous avons en

vue de le partager pour notre ville. **Les habitants de Pézenas doivent être des acteurs à part entière.** Monsieur le Maire, vous vous êtes donné les moyens, aux dépens de la population. L'impôt est une

« recette » pour la commune au sens propre comme au figuré. Pézenas la plurielle n'est pas opposée aux taxes mais il faut que les efforts financiers des familles se traduisent par des réalisations conformes à leurs besoins.

Devons nous patienter à nouveau jusqu'à l'année des élections municipales pour voir :

« *Pézenas en chantier* »

Alors, Qu'attendez vous !... pour ouvrir les dossiers et lancer les priorités.

Jean Michel Ballestero

10% = 11.6%
400 000 euro
Supplémentaires
Pour quoi faire
???



Bon à savoir

Nos élus : Michel Vicente ,
Danielle Demoulin nous communiquent.

Conseil municipal du 4 avril vote des :
Indemnités du maire et des adjoints soit une enveloppe mensuelle de 9 938.68 € l'indemnité du maire étant de 2 057.69 €

Le renouvellement du contrat d'un collaborateur de cabinet du maire avec une rémunération annuelle de 60 000 €

En signalant des reprises des déficits du cinéma 25 000 €, des abattoirs 220 000 €, du restaurant municipal 10 000 €

Monsieur le maire précise « *en conséquence, l'effort de rigueur dans la maîtrise des dépenses de fonctionnement doit rester une priorité de la ville* »

Le 25 juin le maire signe la prestation d'un petit train touristique Du 1er juillet au 31 août avec la société SABY.

Le montant de la commande est de 39 035.00 € TTC soit 629.60 € par jour.

Et dans le dernier conseil municipal du 13 novembre il a été voté (la minorité étant contre) l'achat d'un **véhicule de fonction** (une Clio) au directeur général des services .

La récession oui, mais pas pour tous

Service minimum d'accueil :

C'est une loi, qui apporte atteinte au droit de grève M. Vogel en mettant en place ce service d'accueil dans les écoles, cautionne cette loi. Ce procédé n'est pas nouveau rappelons nous l'atteinte porté aux grévistes du SICTOM, en faisant appel à une société privé coût :

2242.50 € TTC par jour

L'insécurité s'accroît à Pézenas .

Notre ville n'échappe pas à ce fléau. Pézenas la plurielle condamne ces actes de violences physiques et la destruction des biens du citoyen (*28 véhicules incendiés en trois mois à Pézenas*). Ces actions d'une minorité d'individus connus des services de police se nourrissent de ces « actes gratuits » et pourrissent la qualité de vie de l'habitant. La répression et les caméras de surveillance ne sont pas les seules réponses. Cette insécurité est le fruit de l'abandon d'une politique sociale dans nos quartiers. **Les objectifs de Pézenas la plurielle sont :** la police de proximité, la création de lieux de vie ou les maisons de quartier, des animateurs sociaux éducatifs et une vraie politique associative de quartier, sportive et culturelle afin de retisser des liens sociaux et d'accompagner une jeunesse qui mérite un autre regard.

Monsieur Le maire vous avez dit et écrit « *Pézenas plus de sécurité avec la construction de la nouvelle caserne de gendarmerie qui accueillera 40 gendarmes et l'augmentation des effectifs de police municipale* » nous espérons que ce ne sera pas un effet d'annonce électoraliste vous devez rassurer la population, réagir très vite et avoir une réflexion avec les professionnels, les associations, la jeunesse et faire appel aux piscénoises et piscénois intéressés par ces problèmes de société pour mettre en place des actions durables afin d'éradiquer ce phénomène pour le bien de toutes et de tous.

Michel Vicente

